



240 leçons **pour des bases solides** **en économie et en droit**

- 1** La **maturité civique approfondie** présuppose une bonne compréhension des questions économiques et juridiques.
- 2** Des **connaissances économiques et juridiques approfondies** sont nécessaires pour agir efficacement dans de multiples situations de la vie.
- 3** La branche Economie et droit permet d'acquérir de nombreuses **compétences disciplinaires et supra disciplinaires nécessaires pour entreprendre des études supérieures.**
- 4** Des **contenus et des dotations horaires contraignants** dans le plan d'études cadre clarifient le mandat éducatif de la branche Economie et droit.
- 5** Le développement des compétences nécessaires en économie et en droit nécessite **six leçons hebdomadaires annuelles.**

ASPRED
SYMPOSIUM
2021

Baden, Halles Trafo
me 19 / je 20 mai 2021

101
ANS
1920 - 2021

1

Préparation à assumer des tâches exigeantes au sein de la société



La maturité civique approfondie présuppose une bonne compréhension des questions économiques et juridiques.

La promotion de la prospérité commune, du développement durable, de la cohésion interne et de la diversité culturelle de la Suisse stipulée dans l'art. 2 de la Constitution fédérale repose sur une participation active des membres de notre société.

Cette participation active revêt toute son importance au vu de l'intensité de facteurs démocratiques directs et indirects. La gestion commune et appropriée de défis tels que, par ex., le changement climatique, la sécurité des rentes AVS ou la migration, nécessite un degré de compréhension du système toujours plus élevé. (v. aussi Eberle & Brüggengbrock, 2013, 115).

Les multiples questions économiques et juridiques liées à l'actuelle pandémie COVID-19 et à ses conséquences en sont un parfait exemple: Les crédits d'urgence doivent-ils être remboursés? Allons-nous connaître une récession? Quel est l'impact des mesures de confinement sur la structure économique, le bien-être et la prospérité? Quelles sont les

possibilités et les limites du droit de nécessité? Le Contact Tracing électronique est-il compatible avec la protection de la personnalité?

Une bonne compréhension des questions économiques et juridiques s'avère nécessaire pour les raisons suivantes:

- Les modèles économiques permettent de mieux identifier et comprendre des rapports et des interactions complexes.
- De nombreux conflits d'objectifs comprennent des aspects économiques qui doivent être reconnus et évalués.
- Le développement d'une compétence éthique et de réflexion permet de comprendre et de prendre des décisions basées sur certaines valeurs, et accroît ainsi l'identification d'un individu à la société.
- L'examen approfondi de thèmes économiques et juridiques influence positivement la capacité de se former une opinion.
- Et, finalement, notre monde devient de plus en plus interconnecté et complexe.



«En ce qui concerne les discussions économiques aussi, ma participation ne peut être que limitée, simplement parce que je ne dispose pas des connaissances nécessaires.»

Evidemment, j'aurais pu choisir l'option spécifique Economie et droit. Mais au vu de la situation globale actuelle, il n'est simplement plus correct de ne pas rendre obligatoire l'enseignement de l'économie. Cette lacune doit être comblée pour assurer le progrès économique.»

Florie Masciadri,
meilleur examen de maturité,
Freies Gymnasium Bern, 2019

Quatre votations sur cinq concernent des sujets économiques et juridiques

L'étude des thèmes de scrutin des 15 dernières années révèle que quatre votations sur cinq sont liées à des questions économiques et juridiques, par exemple:

- Comment assurer à long terme le financement des systèmes d'assurance sociale?
- Comment concevoir le droit de l'aménagement du territoire en tenant compte des diverses exigences d'une manière équilibrée?
- Quelle est l'importance des banques commerciales dans le contexte de la création monétaire? Quel est l'effet des taxes d'incitation?
- Comment concevoir un système de santé socialement viable?
- Comment juger les conséquences sociales des réformes de l'imposition des sociétés?
- Quelles sont les conséquences de l'autorisation du mariage homosexuel?
- Quels critères les conditions de travail et de production de produits alimentaires et d'autres biens doivent-elles satisfaire?



Thèmes de scrutin liés
à l'économie et au droit:
> [www.svwr.ch/fileupload/
abstimmungen.pdf](http://www.svwr.ch/fileupload/abstimmungen.pdf)

2 Compétences économiques et juridiques

Prêt étudiant?
Bourse?

Contrat juridique?
Garantie en cas de
contrat de vente?

Responsabilité
en cas de
dommages?

Leasing
ou achat?

Calcul du prix
d'une fête?

Hypothèque à
long terme?

Droits et
obligations des
locataires?

Des compétences économiques et juridiques sont nécessaires pour agir efficacement dans de multiples situations de la vie.

Dans la vie, nous sommes constamment confrontés* à des problèmes complexes et à des possibilités de solution contradictoires.

- **Dans notre vie financière personnelle**, nous assumons **le rôle de consommateur, d'épargnant, d'investisseur, d'emprunteur ou d'assuré** dans des situations complexes telles la gestion de notre argent, la consommation durable ou notre prévoyance privée.
- **Dans notre vie professionnelle**, nous assumons **le rôle d'employé** et connaissons des conflits d'objectifs, par ex. la planification de notre carrière vs notre vie familiale, la sécurité financière vs notre épanouissement créatif, mais également **le rôle d'entrepreneur**, gérant les intérêts contradictoires de nos interlocuteurs: collaborateurs, clients, fournisseurs, bailleurs de fonds propres ou extérieurs, actionnaires, banques, Etat et ONG.

- **Dans notre vie sociale et économique**, nous assumons **le rôle de citoyen**, confronté à des questions de politique économique, sociale et environnementale, par ex. le travail, l'énergie et l'environnement, les finances et la fiscalité, la santé, la sécurité sociale et la prévoyance, la migration et l'intégration, le trafic. Les conflits de valeurs sont nombreux, touchant par ex. l'efficacité, la liberté, la sécurité, l'égalité et la durabilité.

Dans tous ces rôles, nous devons analyser des informations comprenant des termes économiques et juridiques, et prendre des décisions fondées. Des compétences économiques et juridiques approfondies sont donc absolument indispensables.

* Note: Le masculin est utilisé pour alléger le texte et ce, sans préjudice pour la forme féminine.



Taxes
d'incitation?
Coûts
externes?

Assurances
importantes?

Franchise et
quote-part?

Des prix plus
élevés pour une
consommation
durable?

Fiche de salaire?
Modèle des
3 piliers ?

Mes droits en
tant qu'employé?

Mandat pour cause
d'incapacité? Directives
anticipées du patient?

Testament?
Héritage?

Concubinage?
Mariage?
Contrat de
mariage?

Déclaration
d'impôts?

Conjoncture?
PIB? Accords
bilatéraux?

- Questions d'économie d'entreprise (EE)
- Questions d'économie politique (EP)
- Questions juridiques (Droit)

Compétence d'économie civile

La présentation scientifique la plus actuelle de situations complexes incluant des éléments économiques est celle de N. Ackermann dans son essai «Wirtschaftsbürgerliche Kompetenz Deutschschweizer Gymnasiastinnen und Gymnasiasten» [Compétence en économie civile des élèves de gymnase en Suisse alémanique] (Ackermann, 2019):



Compétence d'économie civile
> www.svwr.ch/fileupload/kompetenz.pdf

Dans le cadre de l'enseignement de l'économie et du droit, cette compétence en économie civile peut être acquise en étudiant, dans une perspective pratique, de nombreuses questions actuelles, par ex. la prévoyance vieillesse, le commerce agricole, l'approvisionnement énergétique, l'égalité des salaires, l'assurance-maladie, les services publics, la dette étatique ou le trafic routier.

Analphabètes financiers

«Si presque tout le monde sait lire au 21^e siècle, de nombreuses personnes ne maîtrisent pas les bases financières et économiques, comme le montrent des réponses totalement erronées à des questions pourtant excessivement simplistes.

Cet analphabétisme financier engendre d'énormes coûts personnels et économiques.»

Prof. Annamaria Lusardi
George Washington University
School of Business

③ Une contribution variée à l'aptitude à entreprendre des études supérieures



La branche Economie et droit permet d'acquérir de nombreuses compétences disciplinaire et supra disciplinaires nécessaires pour entreprendre des études supérieures.

Propédeutique scientifique dans le domaine de l'économie et du droit

Dans le monde entier, les sciences économiques figurent parmi les disciplines les plus étudiées. Chaque année, 25% des bacheliers optent pour des études économiques ou juridiques. Ces filières présupposent un large répertoire de notions économiques et juridiques (Eberle et al., 2008).

Comme l'a révélé une étude longitudinale menée par le groupe de travail «pédagogie économique» de l'Université de Constance, plus les élèves disposent de connaissances économiques à la fin de leur scolarité, plus leur chance de succès dans des études économiques est élevée (Jüttler, 2020). Pour la majorité des étudiants en économie et en droit, une formation antérieure dans ces matières (propédeutique scientifique) s'avère donc très utile pour réussir leurs études.

Propédeutique des méthodes scientifiques dans le domaine de l'économie et du droit

Le gymnase permet d'aborder le travail scientifique et les méthodes de recherche. Les sciences économiques et juridiques ont développé leurs propres traditions en matière de recherche appliquée:

- **«Une bonne gestion d'entreprise» (EE)**
Le domaine «Corporate Governance» étudie les règles, les procédures et les lois sous-jacentes à la direction d'une entreprise.
- **Economie comportementale (EP)**
Le domaine «Nudging» étudie la manière dont les personnes peuvent être influencées, de manière prévisible, sans usage de punition, de force ou d'interdiction.
- **Interprétation de principes juridiques (Droit)**
Lorsque nous utilisons la subsumption, nous appliquons des principes formulés de manière abstraite à des éléments concrets.

Dans les trois domaines mentionnés (personnel et financier, professionnel, social et économique), des **compétences supra disciplinaires** peuvent être liées à de nombreux champs politiques, comme par ex. la politique sociale, la politique environnementale ou la politique financière.



Contributions de la branche Economie et droit en matière de compétences supra disciplinaires

	Prédispositions	Savoirs	Aptitudes
Compétences personnelles	Etre prêt à relever des défis économiques et à développer son propre point de vue. Développer son intérêt et sa curiosité pour des questions économiques.	Comprendre l'influence d'incitations et de conditions cadres sur ses propres actions économiques. Etre conscient de ses propres valeurs, objectifs et besoins en relation avec une situation économique.	Peser le pour et le contre d'alternatives personnelles et prendre des décisions en tenant compte de points de vue économiques et moraux.
Compétences sociales	Développer une disposition à contribuer à la recherche commune de solutions. Etre prêt à s'engager de manière constructive et consensuelle dans des discussions économiques.	Comprendre l'influence de ses actions sur la marge d'action d'autres personnes. Identifier et comprendre les contradictions dans les jugements de diverses personnes en matière de situations économiques, et en comprendre les causes possibles.	Changer de perspective, se mettre à la place d'un autre acteur, émettre des suppositions quant à la démarche de ce dernier. Discuter de faits économiques, défendre son propre point de vue et le développer dans le cadre d'échanges avec d'autres personnes.
Compétences méthodiques	Gérer des informations, c'est-à-dire • les identifier/les rapporter, • les comprendre/les utiliser, • les comparer/les évaluer/décider.	Gérer et résoudre des problèmes, c'est-à-dire • les analyser sous de multiples perspectives, • rechercher des solutions alternatives, les comparer et les évaluer, • implémenter des solutions, les évaluer et, le cas échéant, les modifier.	

Représentation originale, alignée sur celles de la Banque nationale suisse (2020) et de Maag-Merki (2015)

Apprentissage supra disciplinaire – avec la branche Economie et droit

L'Education à la citoyenneté et l'Education au développement durable (EDD) sont étroitement liées à l'économie et au droit. Elles devraient donc être enseignées de manière interdisciplinaire et faire l'objet de cours spéciaux. Les projets déjà existants, comme par ex. les semaines économiques (Fondation Ernst Schmidheiny) ou les programmes d'entreprise (Young Enterprise Switzerland, Youngpreneurs) devraient également être organisés dans une perspective supra disciplinaire – et donc réellement interdisciplinaire.

«A l'UZH, nous souhaitons développer un esprit pionnier promouvant la créativité et l'attrait de l'entrepreneuriat.

...

A l'exception des sciences économiques, le lien avec le monde des entreprises manque dans les études. Je crois que l'esprit d'entreprise sera très important à l'avenir.»

Michael Schaepmann
Prorecteur Recherche,
Université de Zurich, 2020

4

Contenus et dotations horaires contraignants

Des contenus et des dotations horaires contraignants dans le Plan d'études cadre clarifient le mandat éducatif de la branche Economie et droit.

«Qu'est-ce qu'un bon plan d'études cadre?»

En mars 2018, lors d'une réunion du comité central ASPRED, Peter Bonati a présenté le résultat de ses recherches et ses revendications concernant les plans d'études gymnasiaux. A nos yeux, les trois réflexions suivantes s'avèrent essentielles à l'élaboration d'un «bon» plan d'études, proposant des critères comparables tout en garantissant une certaine liberté d'enseignement:

1. Premièrement, **les dotations horaires** des divers domaines disciplinaires doivent être définies: combien de leçons (80, 160, 240) sont à disposition pour notre domaine?
2. Dans le Plan d'études cadre actuel (CDIP 1994), les directives définissent le cadre réel de l'enseignement. Elles ne sont toutefois pas assez concrètes: les plans d'études des différents établissements scolaires sont donc hétérogènes et les critères ne sont pas suffisamment comparables. **Des contenus disciplinaires contraignants et un catalogue systématique des compétences supra disciplinaires doivent figurer dans le plan d'études cadre** de notre discipline.
3. Plus la rédaction du plan d'études cadre est centralisée, plus la comparabilité des critères de maturité est assurée – aux dépens cependant de l'autonomie des écoles et de la liberté d'enseignement. **Une règle selon laquelle env. 75% des contenus seraient obligatoires** permettrait un équilibre entre les exigences de la maturité et la liberté de choix revendiquée par les élèves et les enseignants.



«Modèle Tetris» –

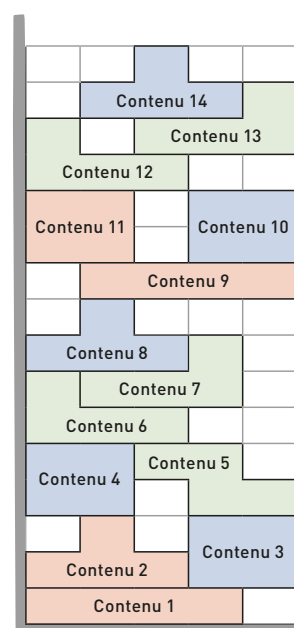
Une approche nécessaire pour la révision du Plan d'études cadre

- Quels contenus («tétrminos» de couleur) font partie des bases nécessaires en économie et en droit?
- Quel est le temps d'enseignement à disposition pour transmettre ces contenus d'une manière orientée action et solution?

La transmission des contenus nécessite du temps

Exemple: avec 4 leçons hebdomadaires annuelles, 160 leçons sont à disposition pour traiter 14 contenus d'apprentissage de 8 leçons chacun (une «case» = deux leçons).

- EE | 25%
- EP | 25%
- Droit | 25%
- Libre | 25%





Actualisation du Plan d'études cadre: calendrier

Selon les décisions du comité de la CDIP et du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR de janvier 2020, un calendrier serré est prévu pour le projet «Actualisation du Plan d'études cadre». Le Plan d'études cadre de la CDIP pour les écoles de maturité du 9 juin 1994 doit ainsi être révisé en deux ans (CDIP 2020, 10):

- **Octobre 2020:** élaboration d'une version actualisée du Plan d'études cadre par les groupes de travail et les groupes disciplinaires (séminaire)
- **Janvier 2021:** adoption des résultats de cette phase de travail par l'instance de pilotage du projet et le groupe de coordination en vue de la consultation
- **Septembre 2021:** remaniement des propositions par le groupe de projet gouvernance sur la base des résultats de la consultation (séminaire)
- **Janvier 2022:** adoption du Plan d'études cadre actualisé par le comité de la CDIP
- **De février à mai 2022:** Audit / consultation
- **Septembre 2022:** présentation du Plan d'études cadre actualisé et du RRM mis à jour au comité de la CDIP
- **Octobre 2022:** adoption par l'Assemblée plénière de la CDIP et par le DEFR des nouveaux textes de référence de la maturité gymnasiale
- **Août 2023:** entrée en vigueur



« Une discussion approfondie sur les contenus disciplinaires pertinents est nécessaire pour conférer à la formation générale un profil plus clair.

Les questions suivantes sont importantes: quels contenus sont indispensables à la culture générale? Quels contenus et quels objectifs d'apprentissage afférents sont essentiels pour permettre aux étudiants d'entreprendre des études supérieures? »

Prof. Dr. Peter Bonati

Auteur de l'ouvrage «Das Gymnasium im Spiegel seiner Lehrpläne» (Le gymnase vu au travers de ses plans d'études), 2017

Une transmission de contenus orientée action et solutions nécessite du temps – trois exemples

Dans la catégorie «introduction à l'économie et au droit», des domaines thématiques sont enseignés en EE, EP et Droit, comme par ex. les assurances (EE), l'économie environnementale (EP) ou le droit de bail (Droit).

Nos exemples illustrent de possibles contenus de plan d'études cadre. En règle générale, l'enseignement de tels domaines thématiques nécessite 6 – 12 leçons.



EE
Assurances
> www.svwr.ch/fileupload/versicherungen.pdf



EP
Economie environnementale
> www.svwr.ch/fileupload/umwelt.pdf



Droit
Droit de bail
> www.svwr.ch/fileupload/mietrecht.pdf

5 240 leçons d'introduction

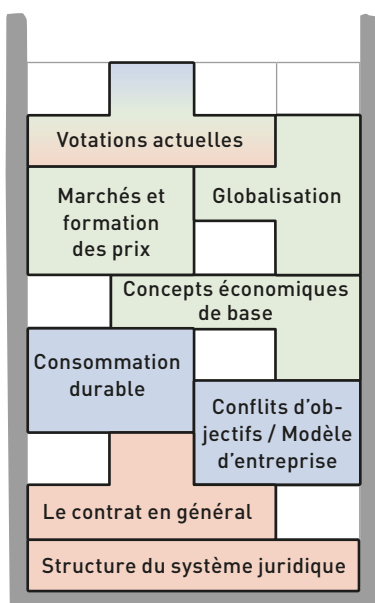
Le développement des compétences nécessaires en économie et en droit nécessite **6 leçons hebdomadaires annuelles**.

Une bonne compréhension des questions économiques et juridiques est nécessaire pour participer activement à la vie sociale. La branche Economie et droit permet d'acquérir ces connaissances, en plus des compétences requises pour entreprendre des études supérieures.

Le graphique ci-dessous présente un choix de thèmes économiques et juridiques possibles, sous forme de «tétrminos» de huit leçons, à savoir le temps d'enseignement (examens inclus) moyen minimal permettant la transmission de ces contenus selon une approche orientée action et solutions.

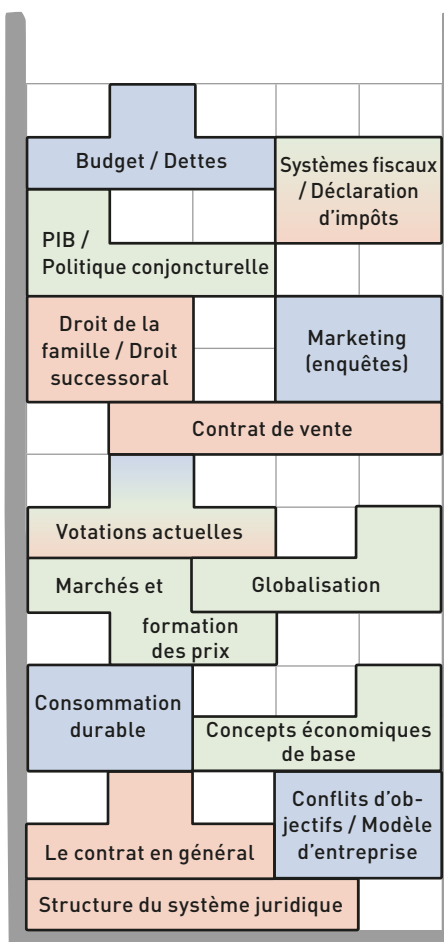
Selon le temps à disposition (deux, quatre ou six leçons hebdomadaires annuelles), un nombre variable de tétrminos peuvent être «remplis».

- Economie d'entreprise (EE) | 25%
- Economie politique (EP) | 25%
- Droit | 25%
- Libre | 25% pour approfondissement



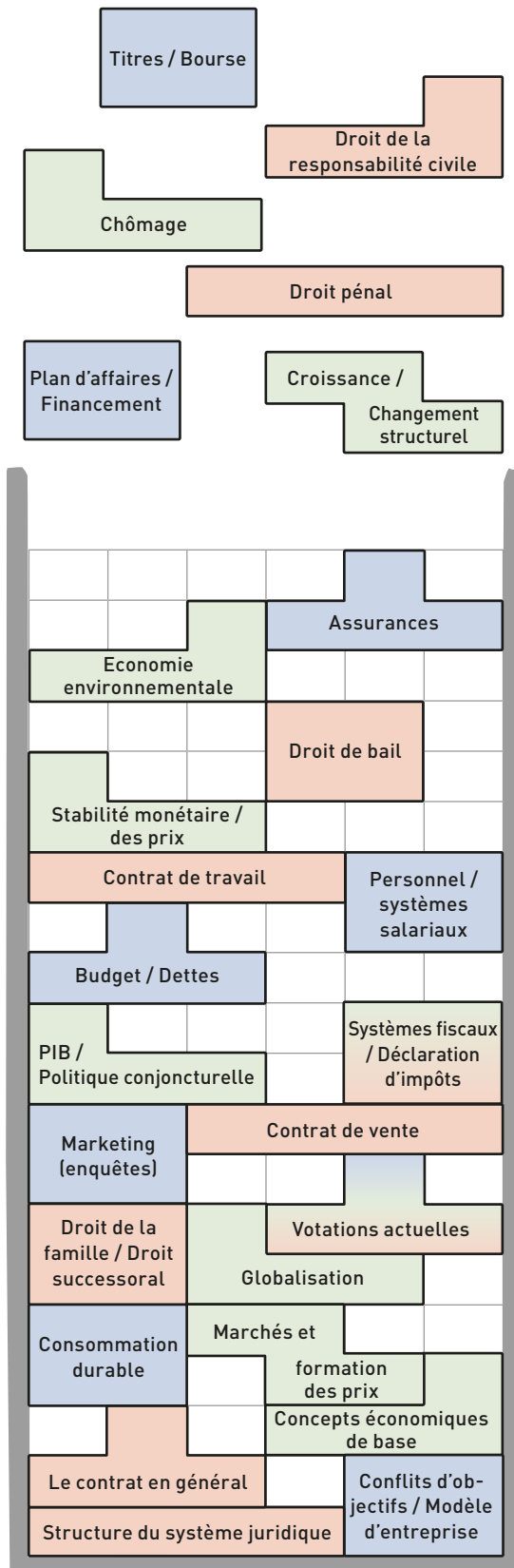
2 leçons hebdomadaires annuelles (80 leçons)

Temps d'enseignement pour 6-9 domaines thématiques



4 leçons hebdomadaires annuelles (160 leçons)

Temps d'enseignement pour 12-18 domaines thématiques



6 leçons hebdomadaires annuelles (240 leçons)

Temps d'enseignement pour
18-27 domaines thématiques

Les compétences et les contenus devant être acquis dans la branche Economie et droit dans l'optique de l'aptitude à entreprendre des études supérieures et à assumer des tâches exigeantes au sein de la société (maturité civique approfondie) nécessitent un nombre de leçons approprié.

Il est certain que seul un minimum de 6 leçons hebdomadaires annuelles permet l'acquisition des contenus indispensables dans le domaine de l'économie et du droit.

Nos revendications pour la formation gymnasiale:

- La reconnaissance de la branche Economie et droit en tant que discipline fondamentale
- Une dotation horaire de 240 leçons – 6 leçons hebdomadaires annuelles pendant la durée des études gymnasiales





240 leçons pour des bases solides en économie et en droit

Auteurs (groupe de projet ASPRED, août 2018 – avril 2020)

- Markus Borner, Kantonsschule de Soleure
- Christoph Buholzer, Gymnasium Neufeld, Berne
- Karin Hunkeler, Kantonsschule Enge et Kantonsschule Uetikon am See, Zurich
- Nicolai Kozakiewicz, Kantonsschule de Trogen et Haute école pédagogique de Saint-Gall
- Dr Urs Saxer (direction), Kantonsschule de Schaffhouse et professeur adjoint de pédagogie économique, l'Institut de pédagogie économique de l'Université de Saint-Gall

Nous remercions en particulier les personnes suivantes pour leurs commentaires au long de la rédaction de cette prise de position

- Prof. Dr Bernadette Dilger, directrice de l'Institut de pédagogie économique de l'Université de Saint-Gall
- Prof. em. Dr Franz Eberle, ancien directeur du département Formation des enseignant-e-s d'école de maturité de l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Zurich

Références

- Ackermann, N. (2019). Wirtschaftsbürgerliche Kompetenz Deutschschweizer Gymnasiastinnen und Gymnasiasten: Kompetenzmodellierung, Testentwicklung und evidenzbasierte Validierung. Dissertation, Universität of Zürich, Philosophische Fakultät. Online: www.zora.uzh.ch/id/eprint/175377
- Bonati, P. (2019). Das Gymnasium im Spiegel seiner Lehrpläne. hep-Verlag.
- CDIP (1994). Plan d'études cadre pour les écoles de maturité. www.edk.ch/dyn/26070.php
- CDIP (2020). Evolution de la maturité gymnasiale; phase II du projet. www.edk.ch/dyn/16684.php
- Eberle, F.; Gehrer, K.; Jaggi, B.; Kottonau, J.; Oepke, M.; Pflüger, M. (2008). Evaluation de la réforme de la maturité 1995 (EVAMAR). Rapport final de la phase II. www.edk.ch/dyn/22490.php
- Eberle, F., & Brüggengbrock, Ch. (2013). Bildung am Gymnasium. EDK-Schriftenreihe «Studien + Berichte» 35A. Bern: Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren.
- Jüttler, M. (2020). Predicting Economics Student Retention in Higher Education: The Effects of Students' Economic Competencies at the end of Upper Secondary School on their Intention to Leave their Studies in Economics, PLOS ONE, 5 février 2020. [www.doi.org/10.1371/journal.pone.0228505](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0228505)
- Lusardi, A. (Octobre 2018). Finanzielle Analphabeten. Schweizer Monat (1060). www.schweizermonat.ch/finanzielle-analphabeten
- Maag-Merki, K. (2015). Überfachliche Kompetenzen als Bildungsziele. www.begabungsfoerderung.ch/pdf/tagungen/unterlagen_15/R1_Bildungsziele.pdf
- Masciardi, F. (décembre 2019). Ist das Gymnasium noch zeitgemäss? Weg und Ziel. Freies Gymnasium Berne, 43.
- Schaepman, M. (2020). Ein Gründerklima schaffen. www.news.uzh.ch/de/articles/2020/Innovation-UZH.html
- Schweizerische Nationalbank (2020). Lernen mit iconomix: Programmleitlinien und didaktisches Konzept. www.iconomix.ch/fileadmin/user_upload/iconomix/infomat/didaktisches_konzept/Lernen_mit_iconomix.pdf

L'impression de cette prise de position a été rendue possible par nos partenaires pédagogiques